



Appel de la FSU :

Pour une rentrée sociale forte et déterminée

La FSU, réunie en conseil national le 12 juillet 2021, appelle à construire une rentrée sociale forte marquée par l'intervention massive du monde du travail pour promouvoir un modèle de société plus juste, solidaire, respectueux des libertés publiques et de l'environnement. La rentrée doit être marquée par le retour de la question sociale avec en ligne de mire le débat électoral des élections présidentielle et législative de 2022 : la FSU prendra toute sa part dans ce débat pour y porter la voix des personnels et la nécessité de services publics reconnus et bénéficiant des moyens d'agir.

La FSU estime qu'il est urgent que le gouvernement planifie une réelle stratégie sanitaire pour les prochains mois, anticipant les différentes hypothèses de circulation du virus, et en massifiant la campagne vaccinale pour favoriser l'accès au vaccin au plus proche des personnels comme de la population et que les moyens humains et matériels soient en urgence dégagés (filtration de l'air, tester-isoler-tracer) pour permettre en particulier le bon fonctionnement de l'ensemble des services publics et la protection des agent-es et des usager-es. Elle renouvelle sa demande de suppression du jour de carence.

La FSU réaffirme que la situation sanitaire ne peut et ne doit pas être utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié-es dans tous les domaines : emplois, conditions et temps de travail, droit de grève, salaires, sécurité sociale, retraites et assurance chômage en particulier. D'ores et déjà, la FSU affirme qu'elle n'acceptera pas la moindre attaque contre le Code des Pensions et de la CNRACL, en particulier ni allongement de la durée de cotisation, ni allongement de l'âge de départ à la retraite. Conditionner des aides publiques selon des normes sociales et environnementales doit permettre de préserver et créer de nouveaux emplois. La FSU appelle à construire une journée d'action interprofessionnelle début octobre avec la CGT, FO, Solidaires et les organisations de jeunesse, dont la date sera déterminée fin août. Au-delà de cette mobilisation, le syndicalisme doit poursuivre son combat sur les problématiques environnementales en le liant aux questions sociales. La nécessaire transition écologique doit se faire dans le souci de préserver l'emploi et les droits des salarié-es. Dans ce cadre, aux côtés d'un regroupement très large d'organisations environnementales et syndicales, la FSU continuera ses interventions et ses luttes dans le cadre du collectif « Plus jamais ça ».

La FSU réaffirme son implication dans les combats contre les idées d'extrême droite, antiracistes, féministes, pour les libertés et la défense des droits fondamentaux. Elle participera aux cadres d'action contre les idées d'extrême droite, dans la suite de la manifestation du 12 juin et de l'initiative du 3 juillet à Perpignan. Elle construira des réunions publiques et prendra des initiatives pour décrypter et combattre sur le fond les idées promues

par l'extrême droite. Elle s'inscrira dans les actions décidées pour défendre les libertés et lutter contre la loi sécurité globale qui doit repasser au Parlement en septembre. Elle continuera ses combats dans la Justice et en particulier pour une justice des mineurs qui renoue avec sa visée éducative et, notamment dans le cadre du projet de loi sur la protection de l'enfance, elle portera ses propositions pour un code de l'enfance qui protège tous les enfants avec la nécessité de donner des moyens à la prévention. Elle portera haut son exigence d'une application pleine et entière de la laïcité comme principe d'organisation permettant de faire société et entièrement lié aux luttes pour l'émancipation par l'éducation.

Malgré les attaques récurrentes dont ils sont l'objet, les services publics et les agent-es ont montré, par leur engagement au service de l'intérêt général, leur caractère indispensable à l'occasion de la crise sanitaire. Dans ce contexte, la FSU entend poursuivre sa campagne de défense et de promotion d'un service public fort et efficace. Elle alerte sur la situation particulièrement dégradée de la jeunesse qui appelle des mesures d'ampleur. Elle continuera sa lutte contre la loi de transformation de la Fonction publique, en particulier par des interventions publiques pour en dénoncer les effets négatifs désormais très visibles.

Dans la fonction publique territoriale, elle soutient les actions qui vont continuer contre la remise en cause du temps de travail et contre l'ensemble de la loi TFP dont elle demande l'abrogation. Elle continue à demander le retour de la transparence dans les recrutements, les affectations et les promotions.

L'éducation nécessite un investissement à la hauteur des enjeux sociaux. Un plan d'urgence pour le service public d'éducation, de la maternelle à l'université, est indispensable pour tenir compte des effets de la pandémie, et en particulier le fait que les inégalités déjà existantes ont été accrues par les organisations pédagogiques imposées par le contexte sanitaire.

Les dernières annonces confirment la volonté du Ministre de transformer nos métiers (directions d'école, propositions du Grenelle par exemple). La FSU dénonce ces mesures qui déstabilisent toujours plus les personnels dans l'exercice de leur métier. La FSU exige aussi la remise à plat des réformes des lycées, du bac et de Parcoursup, ce qui suppose une autre organisation des enseignements et le retour des épreuves nationales, terminales et anonymes. Elle continue de demander une autre politique éducative qui s'attaque véritablement au creusement des inégalités scolaires et sociales.

Ce plan doit aussi tenir compte de la nécessaire poursuite des mesures de prévention sanitaire, notamment en réduisant les effectifs par classes, en instaurant des groupes et en assurant la présence d'équipes pluri professionnelles. Les ministères doivent pour cela décider d'un collectif budgétaire permettant de recruter massivement des personnels.

Le « Grenelle » dans l'Education, tout comme la loi de programmation de la recherche dans l'enseignement supérieur, laissent entière la question salariale puisque la revalorisation consentie est très insuffisante et ne concerne qu'une petite partie des personnels. Par ailleurs, le recours accru aux contractuel-les, la volonté de transformer les métiers, de renforcer le contrôle hiérarchique et les logiques néo managériales devront continuer à être combattus. La FSU appellera les personnels à se mobiliser dès la rentrée et à préparer une journée de grève dans l'éducation dès la deuxième quinzaine de septembre. La FSU réaffirme son exigence d'un plan d'urgence pour le service public éducation qui doit se déployer dès la rentrée.

La FSU fera des enjeux d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes un sujet majeur de ses interventions de rentrée : il est plus que temps d'aller au-delà du simple constat

des inégalités qu'il faut supprimer par des mesures sur les salaires et les carrières et par la revalorisation des filières les plus féminisées. Il est plus que temps de lutter contre toutes les formes d'oppression et de violences faites aux femmes, sur les lieux de travail et dans la société en général. La FSU prépare d'ores et déjà les actions de mobilisations, en particulier en novembre dans le cadre de « Nous toutes ».

La FSU appelle à la réussite de l'action unitaire des retraité-es initiée par le groupe des 9, le 1er octobre pour l'accès de toutes et tous à la santé, une loi autonomie conforme aux attentes et l'amélioration du pouvoir d'achat.

La FSU appelle tous-tes les personnels à faire de la rentrée une rentrée sociale, combative, de luttes : dans l'éducation, la grève en septembre doit se préparer dès la rentrée et rassembler tous les personnels, pour faire échec aux réformes et dispositifs qui attaquent nos droits acquis, et exiger un plan d'urgence ! Elle appelle aussi à s'engager résolument dans la grève interprofessionnelle d'octobre pour défendre l'emploi, préserver les libertés, et construire une opposition résolue afin de faire échec aux projets du gouvernement.